

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1985

[2004/201707]

29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier les articles 6, 16, 27 et 28;

Vu les articles 37 à 39 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine, et de logement et de la fonction publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 et du 10 mai 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 14 janvier 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 14 janvier 2004;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 inscrit le financement des installations de gestion et des systèmes de collectes des déchets dans un nouveau cadre qui doit être inscrit le plus rapidement possible dans l'arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, que le présent arrêté vise à modifier en ce sens l'arrêté dont question et qu'il est donc indispensable pour assurer la subsidiarité des projets soumis par les intercommunales et les actions souhaitées des communes en matière de prévention et de gestion des déchets, que cet arrêté est en outre nécessaire pour assurer l'entrée en vigueur des dispositions du décret-programme du 18 décembre 2003 qui doivent permettre le financement alternatif via le CRAC des infrastructures de gestion des déchets et que les communes et intercommunales doivent connaître au plus vite le cadre et les règles de financement pour pouvoir continuer à assurer leurs missions, que dès lors l'adoption définitive de cet arrêté dans les plus brefs délais est indispensable;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas cinq jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.905/2 donné le 14 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Pour toute nouvelle demande de promesse ferme de subside, à l'exception des projets-pilotes visés à l'article 11, 2^o, seuls les projets relatifs aux installations de gestion des déchets prévues au programme d'investissements arrêté par le Gouvernement wallon sur base d'un examen des plans stratégiques déposés à sa demande par les personnes morales de droit public chargées de la gestion des déchets peuvent faire l'objet des subventions prévues au chapitre II du présent arrêté. Pour les années 2004 à 2008, ce programme d'investissement est celui repris en annexe I^{re} du présent arrêté. »

Art. 2. A l'article 4, 6^o, du même arrêté les termes « au-delà de la limite de » sont remplacés par les termes « situés dans ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1. les termes « visant la mise en application des objectifs et recommandations prévus dans le plan wallon des déchets et, le cas échéant, le matériel nécessaire à la réalisation de ceux-ci. : » sont remplacés par les termes « visant de nouvelles techniques ou de nouvelles méthodes de collecte en porte à porte ou par apport volontaire, de traitement de déchets ménagers et assimilés ainsi que de déchets valorisables ou recyclables produits par les petites et moyennes entreprises. »

2. Au 1^o, les termes « ou par apport volontaire » sont ajoutés après les termes « en porte à porte ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les termes « l'octroi » sont remplacés par les termes « la liquidation ».

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

« 1. au 6^o, les termes, « particulièrement toute modification de la part de T.V.A. supportée dans le cadre de la réalisation de l'outil subsidiaire » sont ajoutés;

2. il est ajouté un 8^o rédigé comme suit : « transmettre annuellement à l'Office, sur base d'un formulaire établi par celui-ci, le coût technique et le coût-vérité des opérations de tri, de transfert, de traitement et d'élimination des déchets ménagers et industriels, ainsi que les coûts d'investissement et d'exploitation des parcs à conteneurs. »

Art. 6. Le texte de l'article 11 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Le taux de la subvention est fixé à :

1° 85 % pour la finalisation du réseau de parcs à conteneurs;

2° 65 % pour les équipements de transferts de déchets ménagers entre associations de communes et pour les projets pilotes;

3° 50 % pour toutes les installations de tri, de broyage, de recyclage des déchets, pour les installations de compostage des déchets verts, de biométhanisation des déchets organiques et les installations de traitement des déchets encombrants;

4° 45 % pour les installations de valorisation énergétique et les installations d'incinération des déchets avec récupération d'énergie;

5° 0 % pour les autres installations.

Le Centre régional d'aide aux communes visé au décret du 23 mars 1995 peut financer les installations de gestion des déchets aux taux fixés au présent article pour ce qui concerne les subsides régionaux et au-delà de ces taux jusqu'à un taux de 100 % selon des modalités définies par le Gouvernement dans une convention conclue avec les intercommunales pour la part prise en charge par les communes et les intercommunales pour ces mêmes installations.

L'intervention du CRAC au-delà des taux prévus à l'alinéa 1^{er} est financée par les communes ou les intercommunales. »

Art. 7. A l'article 12 du même arrêté, les termes « 200 millions » sont remplacés par les termes « 5 millions d'euros ».

Art. 8. A l'article 13, § 2, du même arrêté, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Le fait pour une installation d'être reprise dans le programme d'investissements en annexe du présent arrêté vaut promesse de principe de subvention. »

Art. 9. Le texte de l'article 14 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Au cas où une installation de gestion des déchets n'est pas exclusivement utilisée pour la gestion des déchets ménagers, le subside accordé ne peut porter que sur la part de l'investissement équivalent au rapport entre la capacité de l'installation destinée aux déchets ménagers et la capacité totale de l'installation. Les modalités de révision à la baisse de la subvention et de remboursement de tout ou partie de la subvention sont également prévues dans la promesse ferme de subsidiation, et ce en fonction du rapport entre la quantité effective de déchets ménagers et la quantité totale de déchets traités dans l'installation. »

Art. 10. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. au 1°, les termes « et de l'annexe du présent arrêté » sont ajoutés;

2. au 2°, les termes « au plan des déchets » sont remplacés par les termes « de la cohérence avec les objectifs du Plan wallon des déchets ».

Art. 11. A l'article 18, les modifications suivantes sont apportées :

1. au 1°, les termes « pour autant que cette campagne soit organisée au moins deux fois par an » sont remplacés par les termes « au moins une fois par an jusqu'au 1^{er} janvier 2005 et à partir du 1^{er} janvier 2005 pour autant que cette campagne soit approuvée dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle de prévention des déchets définie par le Ministre de l'Environnement après consultation des communes et des intercommunales. Cette stratégie reprend la liste et le budget des campagnes faisant l'objet d'une promesse ferme de subside »;

2. au 2°, les termes « ou par apport volontaire ou » sont ajoutés après les termes « en porte à porte »;

3. au 3°, les termes « ou, moyennant l'accord du Ministre de l'Environnement, la collecte sélective par apport volontaire dans le cas où la collecte des emballages ménagers est organisée au moyen d'espaces d'apports volontaires » sont ajoutés après les termes « et cartons d'emballages »;

4. au 4°, les termes « le recyclage et la valorisation énergétique » sont ajoutés après le terme « collecte ».

Art. 12. Le texte de l'article 19 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « La subvention des actions visées à l'article 18, 1°, s'élève à 75 % des coûts de la campagne menée par la commune ou l'intercommunale, dans les limites budgétaires de l'Office.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la subvention des actions visées à l'article 18, 1°, s'élève à 0,5 € par habitant et par an pour les campagnes organisées jusqu'au 1^{er} janvier 2005. Elle est calculée sur base du chiffre de la population de droit, arrêté par le Ministre fédéral ayant les affaires économiques dans ses attributions, au 1^{er} janvier de l'année de réalisation de l'action. »

Art. 13. Le texte de l'article 20 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « La subvention des actions visées à l'article 18, 2°, s'élève, par tonne collectée sélectivement conformément aux exigences de qualité préconisées par l'exploitant de l'unité de recyclage en vue d'une application en agriculture, horticulture, viticulture ou culture maraîchère, à 32,5 euros jusqu'au 31 décembre 2010, à 25 euros du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2015 et à 15 euros à partir du 1^{er} janvier 2016. »

Art. 14. A l'article 22 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « , du recyclage » sont insérés entre les termes « de la collecte » et les termes « et de la valorisation »;

2° les termes « 50 000 francs » sont remplacés par les termes « 1.240 € ».

Art. 15. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. les termes « trois ans » sont remplacés par les termes « une durée de maximum six ans renouvelable »;

2. le deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « A chaque échéance, la convention est tacitement reconduite pour une durée équivalente si l'une des parties n'a pas marqué son souhait d'y mettre fin moyennant un préavis notifié par lettre recommandée au plus tard trente jours avant l'échéance. »;

3. il est ajouté un § 3 rédigé comme suit : « § 3. Les conventions visées au § 1^{er} du présent article conclues avant le 31 décembre 2003 restent valables jusqu'à leur terme et peuvent être reconduites pour une durée de maximum six ans renouvelable, et ce, par simple déclaration conjointe de la commune et du Ministre de l'Environnement. Les conventions qui auront été reconduites conformément au présent paragraphe pourront ensuite, à leur échéance, être reconduites tacitement conformément au paragraphe 1^{er}. »

Art. 16. A l'article 34 du même arrêté, un 3° rédigé comme suit :

« 3° jusqu'au 31 décembre 2004, appliquer un taux de subvention de 65 % pour la mise en place, le renouvellement ou la mise en conformité d'installations d'incinération avec récupération d'énergie ayant fait l'objet d'une promesse de principe de subsidiation avant le 1^{er} février 2003. »

Art. 17. Les articles 37 et 38 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, d'action sociale, de patrimoine et de logement entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe - Programme d'investissements pluriannuel 2004-2008 des installations de gestion des déchets

Bénéficiaire	Projet subsidiable
BEPN	Unité de biométhanisation
	Extension du centre de compostage des déchets verts de Naninne
	Plates-formes de transfert des déchets ménagers vers d'autres intercommunales
	Installation de tri-prétraitement des déchets ménagers résiduels
	Parcs à conteneurs pour les zones de Bièvre, Ohéy-Gesves, Namur-Profondeville
IDELUX	Plates-formes de transferts de déchets ménagers vers d'autres intercommunales
	Unité de tri-prétraitement de déchets
	Rénovation du centre de compostage de Habay
	Unité de Biométhanisation
	Parcs à conteneurs de Bouillon II, Arlon II et Meix-devant-Virton
IPALLE	Rénovation du four n° 3 de l'incinérateur de THU-MAIDE
	Création de deux nouveaux centres de compostage de déchets verts
	Parc à conteneurs de Tournai III
ITRADEC	Centre de traitement des déchets verts d'Havré
ISPH	Parcs à conteneurs de Honnelles, Quévy et Mons IV
IDEA	Parc à conteneurs de La Louvière IV
ICDI	Centre de compostage des déchets verts de Couillet
	Epuration des fumées (fours 2 et 3) et réhabilitation de la ligne II de l'incinérateur de Pont-de-Loup
	Unité de biométhanisation
	Parcs à conteneurs de Montigny-le-Tilleul, Charleroi III, Charleroi IV et Charleroi V
INTERSUD	Centre de traitement des déchets verts de Froidchapelle
	Parcs à conteneurs de Beaumont, Froidchapelle, Lobbes et Momignies
INTRADEL	Adaptation, extension et rénovation de l'incinérateur
	Unité de biométhanisation
	3 Centres de traitement des déchets verts
	Parcs à conteneurs (5 maximum)

Bénéficiaire	Projet subsidiable
IBW	Centre de transfert, de tri et de pré-traitement des déchets ménagers à Mont-Saint-Guibert
	Incinérateur de Virginal (avenant et épuration des fumées)
	Modernisation du réseau de centres de compostage des déchets verts
	Parcs à conteneurs de Lasnes, Braine-le-Château, Chaumont-Gistoux, Braine-l'alleud-Waterloo, Villers-la-Ville

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets.

Namur, le 29 avril 2004

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1985

[2004/201707]

29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikeln 6, 16, 27 und 28;

Aufgrund der Artikeln 37 bis 39 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe, Wohnungswesen und öffentlicher Dienst;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 und 10. Mai 2001;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle vom 14. Januar 2004;

Aufgrund des am 14. Januar 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere dadurch begründet, dass die Finanzierung der Anlagen zur Bewirtschaftung und der Systeme zur Sammlung von Abfällen aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 in einen neuen Rahmen eingefügt wird; dass dieser neue Rahmen so schnell wie möglich in den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen eingefügt werden muss; dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, den besagten Erlass in diesem Sinne abzuändern, und dass er demnach unerlässlich ist, um die Bezuschussung der durch die Interkommunalen eingereichten Projekte und der von den Gemeinden erwünschten Aktionen in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen zu ermöglichen; dass dieser Erlass darüber hinaus nötig ist, um das Inkrafttreten der Bestimmungen des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zu ermöglichen, welche die alternative Finanzierung der Infrastrukturen zur Bewirtschaftung der Abfälle durch Vermittlung des CRAC (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) ermöglichen, und dass die Gemeinden und Interkommunalen so bald wie möglich den Finanzierungsrahmen und die einschlägigen Regeln kennen müssen, um ihre Aufgaben weiterhin erledigen zu können; dass eine endgültige und unverzügliche Verabschiedung dieses Erlasses demnach unerlässlich ist;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der fünf Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 14. April 2004 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 36.905/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt;

"Für jeden neuen Antrag auf eine feste Zusage für einen Zuschuss mit Ausnahme der Musterprojekte im Sinne von Art. 11, 2° können nur die Projekte in Zusammenhang mit den Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen, die im Investitionsprogramm vorgesehen sind, das von der Regierung auf der Grundlage einer Prüfung der auf ihren Antrag hin von den mit der Bewirtschaftung von Abfällen beauftragten juristischen Personen öffentlichen Rechts hinterlegten strategischen Pläne verabschiedet wird, Gegenstand einer Bezuschussung im Sinne vom Kapitel II des vorliegenden Erlasses sein. Für die Jahre 2004 bis 2008 ist dieses Investitionsprogramm dasjenige, das in der Anlage I zum vorliegenden Erlass steht."

Art. 2 - In Art. 4, 6° desselben Erlasses wird der Wortlaut "außerhalb der Grenzen des Eigentums des Benutzers erzeugten Energie" durch den Wortlaut "erzeugten Energie, die sich im Eigentum des Benutzers befinden" ersetzt.

Art. 3 - In Art. 5 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

"1. Der Wortlaut "zur Anwendung der in dem Wallonischen Abfallplan vorgesehenen Zielsetzungen und Leitlinien und gegebenenfalls das zu deren Verwirklichung erforderliche Material" wird durch den Wortlaut "zur Anwendung von neuen Techniken oder neuer Verfahren zur Sammlung von Haus zu Haus oder durch freiwilliges Bringen der Abfälle, zur Behandlung von Haushaltsmüll oder gleichgestellten Abfällen sowie von verwertbaren oder recyclingfähigen Abfällen und ggf. das Material zu deren Herstellung" ersetzt.

2. Unter 1° wird der Wortlaut "oder durch freiwilliges Bringen" nach "von Haus zu Haus" eingefügt.

Art. 4 - In Art. 7 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Gewährung" durch den Wortlaut "die Auszahlung" ersetzt.

Art. 5 - In Art. 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Unter 6° wird der Wortlaut ", insbesondere jede Änderung hinsichtlich des Anteils der Mehrwertsteuer, der im Rahmen der Verwirklichung des bezuschussten Guts übernommen wird" zwischen die Wörter "Verwaltung" und "mitteilen" eingefügt.

2. Ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "jedes Jahr dem Office auf der Grundlage eines von letzterem aufgestellten Vordrucks den technischen Preis und den tatsächlichen Kostenpreis für die Vorgänge zur Sortierung, Übertragung, Behandlung und Entsorgung der Haushalts- und industriellen Abfälle, sowie die Investitions- und Betriebskosten für die Containerparks mitteilen."

Art. 6 - Der Wortlaut von Art. 11 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Prozentsatz des Zuschusses wird folgendermaßen festgelegt:

1° 85% für die endgültige Verwirklichung des Netzes der Containerparks;

2° 65% für die Anlagen zur Übertragung von Haushaltsabfällen zwischen Gemeindevereinigungen und für die Musterprojekte;

3° 50% für alle Abfallsortierungs-, Zerkleinerungs- und Recyclinganlagen, für die Anlagen zur Kompostierung von Grünabfällen, zur Biogasgewinnung aus organischen Abfällen und die Anlagen zur Behandlung von Sperrmüll;

4° 45% für die Anlagen zur Energieverwertung und die Anlagen zur Verbrennung von Abfällen mit Energierückgewinnung;

5° 0% für die sonstigen Anlagen.

Das im Dekret vom 23. März 1995 erwähnte Regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden kann die Abfallbewirtschaftungsanlagen zu den im vorliegenden Artikel festgelegten Sätzen finanzieren, was die regionalen Zuschüsse betrifft, und über diese Sätze hinaus bis zu einem Satz von 100 % nach Modalitäten, die von der Regierung in einem Abkommen festgelegt werden, das mit den Interkommunalen geschlossen wird für den Anteil, der von den Gemeinden und Interkommunalen für diese selben Anlagen übernommen wird.

Die Beteiligung des CRAC über die in Absatz 1 vorgesehenen Sätze hinaus wird durch die Gemeinden oder Interkommunalen finanziert."

Art. 7 - In Art. 12 desselben Erlasses wird der Wortlaut "200 Millionen" durch den Wortlaut "5 Millionen Euro" ersetzt.

Art. 8 - In Art. 13 § 2 desselben Erlasses wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Tatsache, dass eine Anlage im Investitionsprogramm steht, das in der Anlage zum vorliegenden Erlass übernommen wird, gilt als prinzipielle Zusage für den Zuschuss."

Art. 9 - Art. 14 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Falls eine Abfallbewirtschaftungsanlage nicht ausschließlich für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll benutzt wird, kann der gewährte Zuschuss nur den Teil der Investition betreffen, der dem Verhältnis zwischen der Kapazität der für Haushaltsmüll bestimmten Anlage und der Gesamtkapazität der Anlage entspricht, betreffen. In der endgültigen Zusage für den Zuschuss sind die Modalitäten für die Minderung des Zuschusses und für die Rückzahlung eines Teils oder der Gesamtheit des Zuschusses ebenfalls vorgesehen, und dies aufgrund des Verhältnisses zwischen der tatsächlichen Menge Haushaltsmüll und der Gesamtmenge der in der Anlage behandelten Abfälle."

Art. 10 - In Art. 15 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. unter 1° wird der Wortlaut "und der Anlage zum vorliegenden Erlass" hinzugefügt;

2. unter 2° wird der Wortlaut "und des Wallonischen Abfallplans" durch den Wortlaut "der Kohärenz mit den Zielen des Wallonischen Abfallplans" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 18 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Unter 1° wird der Wortlaut ", insofern diese Kampagne mindestens zweimal jährlich organisiert wird" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "mindestens einmal jährlich bis zum 1. Januar 2005 und ab dem 1. Januar 2005, insofern diese Kampagne im Rahmen einer mehrjährigen Strategie zur Vermeidung von Abfällen, die vom Umweltminister nach Anhörung der Gemeinden und Interkommunalen bestimmt wird, genehmigt wird. Diese Strategie übernimmt die Liste und den Haushalt der Kampagnen, die Gegenstand einer festen Zusage für einen Zuschuss sind";

2. Unter 2° wird der Wortlaut "oder durch freiwilliges Bringen" nach dem Wortlaut "von Haus zu Haus" eingefügt;

3. unter 3° wird folgender Wortlaut nach dem Wortlaut "organisiert wird" eingefügt: ", oder, mit der Zustimmung des Umweltministers, die selektive Sammlung durch freiwilliges Bringen, falls die Sammlung des Haushaltsmülls mittels Flächen für das freiwillige Bringen organisiert wird";

4. unter 4° wird nach "Sammlung" der Wortlaut "das Recycling und die Energieaufwertung" eingefügt.

Art. 12 - Art. 19 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Zuschuss für die in Artikel 18, 1° erwähnten Aktionen beläuft sich auf 75% der Kosten für die von der Gemeinde oder Interkommunale geführte Kampagne, innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel.

In Abweichung vom vorigen Absatz beträgt der Zuschuss für die in Artikel 18, 1° erwähnten Aktionen 0,5 € pro Einwohner und pro Jahr für die bis zum 1. Januar 2005 organisierten Kampagnen. Er wird auf der Grundlage der Rechtsbevölkerungszahlen berechnet, die von dem Föderalminister der Wirtschaftsangelegenheiten am 1. Januar des Jahres, in dem die Aktion erfolgt, festgelegt wurden.

Art. 13 - Art. 20 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Zuschuss für die in Artikel 18, 2° erwähnten Aktionen beläuft sich auf 32,5 € bis zum 31. Dezember 2010, auf 25 € vom 1. Januar 2011 bis zum 31. Dezember 2015 und auf 15 € ab dem 1. Januar 2016 pro auf selektive Weise gesammelte Tonne gemäß den vom Betreiber der Recyclinganlage für eine Anwendung in der Landwirtschaft, im Garten- und Weinbau, in der Forstwirtschaft oder im Gemüsebau empfohlenen Qualitätsansprüchen:"

Art. 14 - In Art. 22 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° unter 4° wird zwischen "der Sammlung" und "Verwertung" der Wortlaut ", des Recyclings und der" eingefügt.

2° der Wortlaut "50 000 BEF" wird durch "1.240 €" ersetzt.

Art. 15 - In Art. 15 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Der Wortlaut "drei Jahre" wird durch den Wortlaut "für eine Höchstdauer von sechs Jahren, die erneuert werden kann," ersetzt;

2. Der zweite Absatz von § 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt: "Die Vereinbarung wird, jedes Mal wenn sie fällig wird, stillschweigend um eine gleiche Dauer verlängert, insofern keine der Parteien ihren Wunsch erklärt hat, diese zu beenden; diese Erklärung erfolgt anhand eines spätestens 30 Tage vor der Fälligkeit per Einschreiben aufgegebenen Kündigungsschreibens.;"

3. ein § 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: " § 3. Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten und vor dem 31. Dezember 2003 abgeschlossenen Vereinbarungen bleiben bis zu ihrer Fälligkeit gültig und können für eine erneuerbare Höchstdauer von 6 Jahren erneuert werden; dies erfolgt anhand einer einfachen gemeinsamen Erklärung der Gemeinde und des Umweltministers. Die gemäß dem vorliegenden Paragraphen verlängerten Vereinbarungen können nach ihrer Fälligkeit stillschweigend erneuert werden, unter Berücksichtigung der Bestimmungen von § 1."

Art. 16 - In Artikel 34 desselben Erlasses wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° bis zum 31. Dezember 2004 einen Bezuschussungssatz von 65% anwenden für die Einführung oder Erneuerung von Verbrennungsanlagen mit Energierückgewinnung, die vor dem 1. Februar 2003 Gegenstand einer prinzipiellen Bezuschussungszusage gewesen sind, oder deren Anpassung an die geltenden Bestimmungen."

Art. 17 - Die Artikeln 37 und 38 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen treten am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage - Mehrjähriges Investitionsprogramm 2004-2008 für Abfallbewirtschaftungsanlagen

Bezugsberechtigtes Organ	Bezuschussbares Projekt
BEPN	Biogasgewinnungsanlage
	Ausbau des Zentrums für die Kompostierung von Grünabfällen in Naninne
	Anlagen zum Transfer von Haushaltsmüll nach anderen Interkommunalen
	Sortierungs- und Vorbehandlungsanlage für restliche Haushaltsabfälle
	Containerparks für die Gebiete Bièvre, Ohey-Gesves, Namur-Profondeville
IDELUX	Anlagen zum Transfer von Haushaltsmüll nach anderen Interkommunalen
	Abfallvorbehandlungsanlage
	Renovierung des Zentrums für die Kompostierung von Grünabfällen in Habay
	Biogasgewinnungsanlage
	Containerparks von Bouillon II, Arlon II und Meix-devant-Virton
IPALLE	Renovierung des Ofens Nr. 3 der Verbrennungsanlage THUMAIDE
	Schaffung von zwei neuen Zentren für die Kompostierung von Grünabfällen
	Containerpark Tournai III
ITRADEC	Zentrum für die Kompostierung von Grünabfällen in Havré
ISPH	Containerparks Honnelles, Quévy und Mons IV
IDEA	Containerpark La Louvière IV
ICDI	Zentrum für die Kompostierung von Grünabfällen in Couillet
	Abgasreinigung (Ofen 2 und 3) und Sanierung der Linie II der Verbrennungsanlage von Pont-de-Loup
	Biogasgewinnungsanlage
	Containerparks von Montigny-le-Tilleul, Charleroi III, Charleroi IV und Charleroi V

Bezugsberechtigtes Organ	Bezuschussbaars Projekt
INTERSUD	Zentrum für die Behandlung von Grünabfällen in Froidchapelle
	Containerparks von Beaumont, Froidchapelle, Lobbes und Momignies
INTRADEL	Anpassung, Ausbau und Renovierung der Verbrennungsanlage
	Biogasgewinnungsanlage
	3 Zentren für die Behandlung von Grünabfällen
	Containerparks (höchstens 5)
IBW	Anlagen zum Transfer, zur Sortierung und Vorbehandlung von Haushaltsmüll in Mont-Saint-Guibert
	Verbrennungsanlage von Virginal (Nachtrag und Abgasreinigung)
	Modernisierung des Netzes von Zentren für die Kompostierung von Grünabfällen
	Containerparks von Lasnes, Braine-Le-Château, Chaumont-Gistoux, Braine-L'alleud-Waterloo, Villers-la-Ville

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1985

[2004/201707]

29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 6, 16, 27 en 28;

Gelet op de artikelen 37 tot en met 29 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed en huisvesting en ambtenarenzaken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, gewijzigd bij de besluiten van 20 mei 1999 en 10 mei 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor afvalstoffen uitgebracht op 14 januari 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 14 januari 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 de financiering van de beheersinstallaties en ophaalsystemen voor afvalstoffen een nieuw kader verleent dat zo spoedig mogelijk opgenomen dient te worden in het besluit van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, dat dit besluit het besluit waarvan sprake dienovereenkomstig beoogt te wijzigen en dat het besluit bijgevolg onontbeerlijk is om in de subsidiëring te voorzien van de projecten die door de intercommunales voorgelegd worden en de acties die de gemeenten wensen te ondernemen op het vlak van afvalstoffenpreventie en -beheer, dat dat besluit daarnaast noodzakelijk is om in de inwerkingtreding van de bepalingen van het programmadecreet van 18 december 2003 te voorzien waarbij de alternatieve financiering via het "Centre régional d'aide aux Communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten) voor de infrastructuur van afvalstoffenbeheer mogelijk dient te worden gemaakt en dat de gemeenten zo spoedig mogelijk het kader en de financieringsregels dienen te kennen om hun opdrachten te blijven waarnemen, dat de uiteindelijke goedkeuring van dat besluit binnen de kortste termijn bijgevolg onontbeerlijk is;

Gelet op de beraadslaging van de regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan vijf dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 36.905/2 gegeven op 14 april 2004 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen wordt er een lid toegevoegd luidend als volgt :

"Voor elke nieuwe aanvraag voor een vaste subsidiebelofte, met uitzondering van de pilootprojecten bedoeld in artikel 11, 2°, kunnen enkel de projecten betreffende de installaties voor afvalstoffenbeheer bedoeld in het investeringsprogramma vastgesteld door de Waalse Regering op grond van een onderzoek naar de strategische plannen ingediend op diens aanvraag door de publiekrechtelijke rechtspersonen belast met het afvalstoffenbeheer voor de subsidies bepaald in hoofdstuk II van dit besluit in aanmerking komen. Voor de jaren 2004 tot en met 2008 is het investeringsprogramma, het programma opgenomen in bijlage I bij dit besluit."

Art. 2. In artikel 4, 6°, van hetzelfde besluit wordt het woord "buiten" vervangen door het woord "in".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. de bewoordingen "die gericht zijn op de verwezenlijking van de doelstellingen en de toepassing van de aanbevelingen bedoeld in het "Plan wallon des Déchets" (Waals Afvalstoffenplan) en, in voorkomend geval, voor het materiaal dat nodig is voor de uitvoering ervan" vervangen door de bewoordingen "die gericht zijn op nieuwe technieken of nieuwe methodes voor de afvalophaal aan huis of het vrijwillig aanvoeren van afvalstoffen, voor de verwerking van huishoudelijke afvalstoffen en daarmee gelijkgesteld, evenals van valoriseerbare of recycleerbare afvalstoffen voortgebracht door kleine en middelgrote ondernemingen."

2. Onder 1° worden de bewoordingen "of door het vrijwillig aanvoeren van afvalstoffen" toegevoegd na de bewoordingen "afvalophaal aan huis".

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het woord "verleend" vervangen door het woord "vereffend".

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

"1. Onder 6° worden de bewoordingen ", inzonderheid elke wijziging van het BTW-aandeel gedragen in het kader van de verwezenlijking van het gesubsidieerde instrument" toegevoegd;

2. er wordt een 8° toegevoegd luidend als volgt "jaarlijks de dienst op grond van een door die dienst vastgesteld formulier de technische en de werkelijke kostprijs van de sorteerverrichtingen, het overbrengen, verwerken en wegwerken van huishoudelijke en industriële afvalstoffen overmaken, evenals de kosten voor de investering in en de uitbating van de containerparken."

Art. 6. De tekst van artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst :

"Het subsidiecijfer wordt vastgesteld op :

1° 85 % voor de uiteindelijke afwerking van het netwerk van containerparken;

2° 65 % voor de uitrustingen voor het overbrengen van huishoudelijke afvalstoffen tussen verenigingen van gemeenten en voor de pilootprojecten;

3° 50 % voor alle installaties voor het sorteren, verhakselen, de recyclage van de afvalstoffen, voor de installaties voor de compostering van groene afvalstoffen, de biomethaanvorming van organische afvalstoffen en de installaties voor de verwerking van grofvuil;

4° 45 % voor de installaties voor de energievaloriserende en de afvalverbrandingsinstallaties met energierecuperatie;

5° 0 % voor de andere installaties.

Het "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten) bedoeld in het decreet van 23 maart 1995 kan de afvalbeheerinstallaties financieren tegen de percentages vastgesteld in dit artikel voor wat betreft de gewestelijke subsidies en hoger dan die percentages tot en met een percentage van 100 % op de wijze bepaald door de regering in een overeenkomst die gesloten wordt met de intercommunales voor het aandeel dat door de gemeenten en de intercommunales voor diezelfde installaties overgenomen wordt.

De tegemoetkoming van het hulpcentrum, indien hoger dan de percentages bedoeld in het eerste lid, wordt gefinancierd door de gemeenten of de intercommunales."

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen "200 miljoen" vervangen door de bewoordingen "5 miljoen euro".

Art. 8. In artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit wordt er een lid toegevoegd luidend als volgt :

"Het feit dat een installatie opgenomen wordt in het investeringsprogramma als bijlage bij dit besluit geldt als principiële subsidiebelofte."

Art. 9. De tekst van artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst :

"Mocht een afvalsbeheerinstallatie niet uitsluitend worden gebruikt voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen kan de toegekende subsidie enkel betrekking hebben op het aandeel van de investering dat gelijk is aan de verhouding tussen de capaciteit van de installatie voor de huishoudelijke afvalstoffen en de totale capaciteit van de installatie. De wijze waarop de subsidie naar beneden wordt bijgesteld en waarop de gehele of gedeeltelijke terugbetaling plaatsvindt zijn eveneens bepaald in de vaste subsidiebelofte naar gelang van de verhouding tussen de daadwerkelijke hoeveelheid afvalstoffen en de totale hoeveelheid in de installatie verwerkte afvalstoffen."

Art. 10. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. onder 1° worden de bewoordingen "en al naargelang van de bijlage bij dit besluit" toegevoegd;

2. onder 2° worden de bewoordingen "met het plan wallon des déchets" vervangen door de bewoordingen "met de doelstellingen van het plan wallon des déchets".

Art. 11. In artikel 18 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. onder 1° worden de bewoordingen "voorzover deze campagne minstens twee keer per jaar wordt georganiseerd" vervangen door de bewoordingen "minstens één keer per jaar tot 1 januari 2005 en vanaf 1 januari 2005 voorzover die campagne goedgekeurd wordt in het kader van een meerjarenstrategie inzake afvalstoffenpreventie bepaald door de Minister van Leefmilieu na de gemeenten en intercommunales te hebben geraadpleegd. In die strategie worden lijst en begroting van de campagnes opgenomen waarvoor een vaste subsidiebelofte gedaan is";

2. onder 2° worden de bewoordingen "of door het vrijwillig aanvoeren van afvalstoffen" toegevoegd na de bewoordingen "afvalophaal aan huis".

3. onder 3° worden de bewoordingen "of, mits de instemming van de Minister van Leefmilieu, de selectieve ophaling door het vrijwillig aanvoeren indien het ophalen van huishoudelijke verpakkingen georganiseerd wordt met ruimten voor het vrijwillig aanvoeren" toegevoegd na de bewoordingen "kartonnen verpakkingsafval";

4. onder 4° worden de bewoordingen "de recycling en de energiewaarderings toegevoegd na het woord "ophaal".

Art. 12. De tekst van artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst :

"De subsidiëring van de acties bedoeld in artikel 18, 1°, bedraagt 75 % van de kostprijs van de campagne die gevoerd wordt door de gemeente of de intercommunale, binnen de begrotingsperken van de dienst.

In afwijking van vorig lid bedraagt de subsidiëring van de acties bedoeld in artikel 18, 1°, 0,5 euro per inwoner en per jaar voor de campagnes die gevoerd worden tot 1 januari 2005.

Die subsidiëring wordt berekend op grond van het bevolkingscijfer van rechtswege, vastgesteld door de federale minister bevoegd voor economische zaken op 1 januari van het jaar waarin de actie wordt gevoerd."

Art. 13. De tekst van artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst :

"De subsidiëring van de acties bedoeld in artikel 18, 2°, bedraagt per ton afval dat selectief is opgehaald overeenkomstig de kwaliteitsvereisten van de uitbater van de recyclage-eenheid met het oog op toepassing in de land-, tuin-, wijnbouw of groententeelt 32,5 euro tot en met 31 december 2010, 25 euro van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2015 en 15 euro vanaf 1 januari 2016."

Art. 14. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bewoordingen "van de recyclage" worden ingevoegd tussen de bewoordingen "ophaal" en de bewoordingen "de nuttige toepassing";

2° de bewoordingen "50 000 frank" worden vervangen door de bewoordingen "1.240 euro".

Art. 15. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. de bewoordingen "drie jaar" worden vervangen door de bewoordingen "een duur van maximum zes jaar, hernieuwbaar";

2. het tweede lid van paragraaf 1 wordt vervangen door volgend lid : "Bij elke vervaldag wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd voor een gelijkwaardige duur indien één van de partijen de wens niet heeft geuit om ze te beëindigen mits een vooropzeg waarvan uiterlijk dertig dagen voor de vervaldag per aangetekend schrijven kennis wordt gegeven";

3. er wordt een paragraaf 3 toegevoegd luidend als volgt : "§ 3. De overeenkomsten bedoeld in § 1 van dit artikel die gesloten zijn vóór 31 december 2003 blijven gelden tot aan hun vervaltermijn en kunnen verlengd worden voor een maximumduur van zes jaar, hernieuwbaar, bij eenvoudige verklaring van de gemeente en de leefmilieuminister. De overeenkomsten die overeenkomstig deze paragraaf verlengd zullen worden, kunnen vervolgens op hun vervaldag stilzwijgend verlengd worden overeenkomstig paragraaf 1."

Art. 16. In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt er een 3° toegevoegd luidend als volgt :

"3° tot en met 31 december 2004, een subsidiepercentage toepassen van 65 % voor het instellen, hernieuwen of conformmaken van verbrandingsinstallaties met energierecuperatie waarvoor vóór 1 februari 2003 een principiële subsidiebelofte is gedaan."

Art. 17. De artikelen 37 en 38 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed en huisvesting en ambtenarenzaken treden in werking de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2004

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage - Meerjarig investeringsprogramma 2004-2008 voor de afvalbeheersinstallaties

Begunstigde	Subsidieerbaar project
BEPN	Biomethaanvormingseenheid
	Uitbreiding composteringscentrum groene afvalstoffen te Naninne
	Platforms voor het overbrengen van huishoudelijke afvalstoffen naar andere intercommunales
	Installatie voor het sorteren en voorbehandelen van residuele huishoudelijke afvalstoffen
	Containerparken voor de gebieden Bièvre, Ohéy-Gesves, Namen-Profondeville
IDELUX	Platforms voor het overbrengen van huishoudelijke afvalstoffen naar andere intercommunales
	Eenheid voor de voorbehandeling van afvalstoffen
	Renovatie van het composteringscentrum Habay
	Biomethaanvormingseenheid
	Containerparken te Bouillon II, Aarlen II en Meix-devant-Virton
IPALLE	Renovatie oven nr. 3 afvalverbrandingsoven te THUMAIDE

Begunstigde	Subsidieerbaar project
	Oprichting van twee nieuwe composteringscentra voor groene afvalstoffen
	Containerpark te Doornik III
ITRADEC	Verwerkingscentrum groene afvalstoffen te Havré
ISPH	Containerparken te Honnelles, Quévy en Bergen IV
IDEA	Containerpark te La Louvière IV
ICDI	Composteringscentrum groene afvalstoffen te Couillet
	Rookzuivering (ovens 2 en 3) en herstel lijn II afvalverbrandingsoven te Pont-de-Loup
	Biomethaanvormingseenheid
	Containerparken te Montigny-le-Tilleul, Charleroi III, Charleroi IV en Charleroi V
INTERSUD	Verwerkingscentrum groene afvalstoffen te Froidchappelle
	Containerparken te Beaumont, Froidchappelle, Lobbes en Momignies
INTRADEL	Aanpassing, uitbreiding en renovatie afvalverbrandingsoven
	Biomethaanvormingseenheid
	3 Verwerkingscentra groene afvalstoffen
	Containerparken (5 maximum)
IBW	Overbrengings-, sorteer- en voorverwerkingscentrum huishoudelijke afvalstoffen te Mont-Saint-Guibert
	Afvalverbrandingsoven te Virginal (aanhangel en rookzuivering)
	Modernisering netwerk composteringscentra groene afvalstoffen
	Containerparken te Lasnes, Kasteelbrakel, Chaumont-Gistoux, Eigenbrakel-Waterloo, Villers-la-Ville

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen.

Namen, 29 april 2004

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2004/22430]

24 MEI 2004. — Ministerieel besluit tot tweede verlenging van de aanstelling in het hoger ambt van adjunct-administrateur-generaal bij de Rijksdienst voor Pensioenen

De Minister van Pensioenen,

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid artikelen 48 en 50;

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2004/22430]

24 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant deuxième prorogation de la désignation à la fonction supérieure d'administrateur général adjoint à l'Office national des Pensions

Le Ministre des Pensions,

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 48 et 50;